

Perspectives trimestrielles des PME

Point de vue des PME sur l'économie canadienne | T4 2025

FCEI

FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE

Prévisions économiques, Canada

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2024-2026

APPECO	Historique				Estimé	Prévision	Moyenne annuelle		
	2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4	2026 T1	2010-2019	2024	2025
PIB selon les dépenses									
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 484	2 498	2 486	2 502	2 506	2 526	2 044	2 456	2 498
Croissance annualisée T/T	2,8 %	2,2 %	-1,8 %	2,6 %	0,6 %	3,4 %			
Croissance en glissement annuel	3,1 %	2,9 %	1,6 %	1,4 %	0,9 %	1,2 %	2,3 %	1,6 %	1,7 %
PIB par industrie, secteur des entreprises									
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 877	1 884	1 877	1 890	1 892	1 909	1 537	1 860	1 886
Croissance annualisée T/T	2,7 %	1,6 %	-1,5 %	2,7 %	0,4 %	3,6 %			
Croissance en glissement annuel	2,2 %	2,2 %	1,1 %	1,4 %	0,8 %	1,3 %	2,6 %	1,3 %	1,4 %
Ventes au détail									
Niveau, M\$	68 789	69 546	69 771	69 785	69 493	70 273	45 461	67 083	69 649
Croissance annualisée T/T	10,0 %	4,5 %	1,3 %	0,1 %	-1,7 %	4,6 %			
Croissance en glissement annuel	3,5 %	5,1 %	5,4 %	3,9 %	1,0 %	1,0 %	4,2 %	1,6 %	3,8 %
IPC, total									
Niveau, indice (2002 = 100)	162	163	163	164	166	167	126	161	164
Croissance annualisée T/T	1,8 %	3,1 %	0,6 %	2,4 %	2,9 %	3,3 %			
Croissance en glissement annuel	1,9 %	2,3 %	1,8 %	2,0 %	2,2 %	2,3 %	1,7 %	2,4 %	2,1 %
IPC, excluant les aliments et l'énergie									
Niveau, indice (2002 = 100)	152	154	155	155	156	157	121	151	155
Croissance annualisée T/T	2,1 %	3,3 %	2,9 %	1,8 %	2,1 %	2,5 %			
Croissance en glissement annuel	2,1 %	2,5 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %	2,3 %	1,6 %	2,6 %	2,5 %
Investissement privé									
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	432	427	426	427	427	431	406	425	427
Croissance annualisée T/T	10,7 %	-5,0 %	-0,3 %	0,2 %	0,7 %	3,5 %			
Croissance en glissement annuel	2,9 %	1,7 %	0,3 %	1,2 %	-1,2 %	1,0 %	2,7 %	-1,4 %	0,5 %
Emploi salarié									
Niveau, k personnes	18 229	18 249	18 245	18 274	18 322	18 442	15 785	18 192	18 273
Croissance annualisée T/T	0,0 %	0,4 %	-0,1 %	0,6 %	1,0 %	2,6 %			
Croissance en glissement annuel	0,9 %	0,7 %	0,3 %	0,3 %	0,5 %	1,1 %	1,5 %	1,0 %	0,4 %

Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.

Note : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées. Toutes les séries sont désaisonnalisées.

L'économie canadienne devrait voir une croissance aux T4 2025 et T1 2026

Les prévisions économiques basées sur les dernières données du Baromètre des affaires^{MD} (décembre) indiquent que le PIB a augmenté de 0,6 % au T4 2025, après un rebond au T3. La croissance d'une année à l'autre a ralenti pour s'établir à 0,9 %. Dans l'ensemble, la croissance du PIB s'est établie à 1,7 % en 2025, contre 1,6 % en 2024, et demeure relativement résiliente malgré les tensions géopolitiques persistantes et l'incertitude entourant le commerce mondial. On prévoit une accélération de la croissance du PIB au T1 2026.

Les ventes au détail ont reculé au T4 2025, affichant une croissance nominale de -1,7 %. Il s'agit de la première contraction après plusieurs trimestres de décélération de croissance. La croissance a baissé à 1,0 % par rapport à l'année précédente. Ce repli devrait être temporaire, puisque les ventes au détail devraient rebondir de 4,6 % au T1 2026. Malgré un ralentissement en fin d'année, les ventes au détail ont affiché une croissance nominale moyenne de 3,8 % en 2025, dépassant le niveau de 2024, grâce à une baisse des pressions inflationnistes.

Au T4 2025, le taux d'inflation basé sur l'IPC a grimpé à 2,2 % d'une année à l'autre et devrait augmenter légèrement pour s'établir à 2,3 % au T1 2026. En excluant les aliments et l'énergie, l'inflation s'est maintenue à 2,5 % au T4, et devrait baisser légèrement pour atteindre 2,3 % au début de 2026. Comme l'inflation globale se situe près de la cible de la Banque du Canada, ces données indiquent que la politique monétaire a atteint son objectif, même si la dynamique de l'inflation reste sensible aux chocs externes.

L'investissement privé s'est stabilisé au T4, affichant une croissance modeste de 0,7 %, alors que l'incertitude continue d'affecter les plans des PME. Toutefois, il a baissé de 1,2 % d'une année à l'autre. L'investissement devrait connaître une reprise plus significative au T1 2026, avec une croissance prévue à 3,5 %.

L'emploi salarié a augmenté de 1,0 % au T4 2025, après une croissance modeste plus tôt dans l'année. La croissance de l'emploi d'une année à l'autre a atteint 0,5 %, ce qui porte la croissance totale à un maigre 0,4 % pour 2025. La croissance de l'emploi devrait s'accélérer pour atteindre 2,6 % au T1 2026.

Dans ce numéro

Page 2 –
Postes vacants dans
le secteur privé

Page 3 –
Le point
B2C et B2B –
optimisme et défis

Page 4 –
Analyse sectorielle
Tendances des
entrées et sorties

Page 5 –
À propos de la FCEI
et notre
méthodologie

Le taux est resté au même niveau tout au long de 2025

Le taux de postes vacants trimestriel du secteur privé canadien s'est maintenu à 2,8 % au T4 2025 (figure 1). Les taux sont restés stables par rapport au dernier trimestre dans la plupart des provinces et des secteurs. Les variations d'une année à l'autre sont également demeurées très modestes (moins de 0,5 % pour chaque province, secteur ou taille d'entreprise, à l'exception des entreprises agricoles).

Peu de mouvements dans les taux provinciaux

La Colombie-Britannique (-0,3) et le Nouveau-Brunswick (-0,2) affichent les plus fortes baisses annuelles. À l'opposé, le Manitoba (+0,3), la Saskatchewan (+0,2) et Terre-Neuve-et-Labrador (+0,2) enregistrent les hausses les plus marquées.

Les services personnels et la construction ont les taux les plus élevés

Sur une base annuelle, l'agriculture (-0,6) et les entreprises de gestion (-0,4) ont connu les reculs les plus importants. À l'inverse, la construction (+0,3) et le commerce de détail (+0,3) ont enregistré les plus fortes augmentations.

Les petites entreprises continuent d'être en tête

Sur une base annuelle, les entreprises comptant moins de 20 employés ont enregistré une faible hausse des taux de postes vacants. Toutefois, les entreprises de taille moyenne (celles avec moins de 100 employés) ont enregistré une baisse (figure 3 et tableau 2).

Sources

(1) FCEI, sondage *Les perspectives de votre entreprise*, de janvier 2004 à décembre 2025. Données désaisonnalisées.

(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.

(3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 1 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}

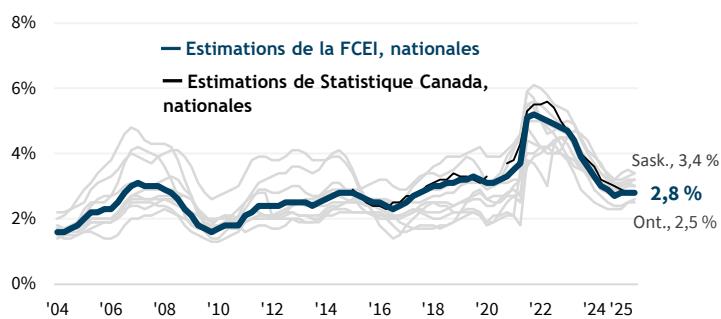


Figure 2 – Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

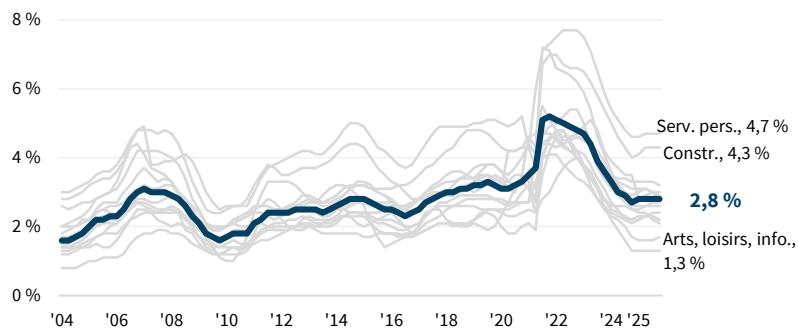


Figure 3 – Postes vacants, Canada (en milliers)¹

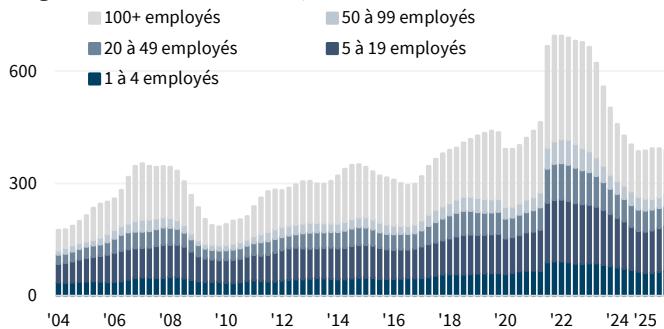


Tableau 2 – Postes vacants dans le secteur privé, T4 2025

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois ³	Variation sur 12 mois ³	Postes vacants (n)
Canada	2,8	0,0	0,1	387 600
Saskatchewan	3,4	0,0	0,2	12 400
Île-du-Prince-Édouard	3,2	-0,2	0,0	1 600
Québec	3,2	0,0	0,1	97 900
Manitoba	3,1	-0,1	0,3	14 500
Nouvelle-Écosse	2,9	-0,1	0,0	9 700
Nouveau-Brunswick	2,9	-0,1	-0,2	7 400
Alberta	2,9	-0,1	0,0	50 800
Colombie-Britannique	2,7	-0,1	-0,3	53 000
Terre-Neuve-et-Labrador	2,5	-0,1	0,2	3 700
Ontario	2,5	0,0	0,1	136 600
Services personnels	4,7	0,0	0,1	28 800
Construction	4,3	0,0	0,3	54 400
Services prof.	3,2	-0,1	-0,1	40 800
Santé, éducation	3,0	0,0	-0,1	37 200
Agriculture	2,9	-0,1	-0,6	5 100
Hébergement et rest.	2,8	-0,2	-0,1	37 700
Transport et entreposage	2,7	0,0	0,1	18 900
Ass., immo., et fin.	2,6	0,0	0,1	29 600
Commerce de détail	2,4	0,0	0,3	49 100
Fabrication	2,2	-0,1	0,0	35 600
Commerce de gros	2,2	-0,1	0,0	18 900
Gestion d'entreprises	2,1	-0,1	-0,4	19 900
Ressources naturelles	1,7	0,1	0,0	3 900
Arts, loisirs et information	1,3	0,0	0,0	7 700
1 à 4 employés	5,9	0,1	0,2	64 600
5 à 19 employés	5,1	0,1	0,3	119 800
20 à 49 employés	2,9	-0,1	-0,2	53 000
50 à 99 employés	2,1	0,1	-0,3	31 500
100+ employés	1,6	0,1	0,0	118 800

■ Contexte

Cette section analyse les PME qui servent principalement des consommateurs (B2C) par rapport à celles qui servent principalement d'autres entreprises (B2B). Les PME qui desservent à la fois des consommateurs et des entreprises ont été exclues afin de brosser un portrait clair, leurs indicateurs se situant généralement entre les deux extrêmes.

Statistique Canada détermine le profil B2B ou B2C selon le secteur. Par exemple, le commerce de gros, la fabrication et les services professionnels servent souvent des entreprises (B2B), tandis que le commerce de détail et les services personnels s'adressent généralement aux particuliers (B2C).

Selon les données du sondage auprès des membres de la FCEI :

- **36 % des PME sont B2C**
- **31 % sont B2B**
- **33 % servent les deux** – des individus et d'autres entreprises.

Au moins la moitié des entreprises des secteurs de la fabrication, du commerce de gros, du transport, des services professionnels et de l'agriculture sont B2B. La construction et la finance, les assurances, l'immobilier, etc. présentent un profil mixte (près de 50 % des entreprises), tout comme certains services professionnels (38 %). Les entreprises B2C sont concentrées dans la santé et l'éducation (83 %), l'hébergement et la restauration, les arts et loisirs, ainsi que le commerce de détail (près de 60 %).

La composition des deux catégories varie selon la taille et l'âge de l'entreprise. En général, les petites entreprises (0 à 4, 5 à 19 employés) sont plus susceptibles de servir des particuliers (B2C), tandis que les plus grandes visent davantage d'autres entreprises (B2B). Les jeunes PME sont plus souvent B2C, alors que les entreprises établies sont plutôt B2B.

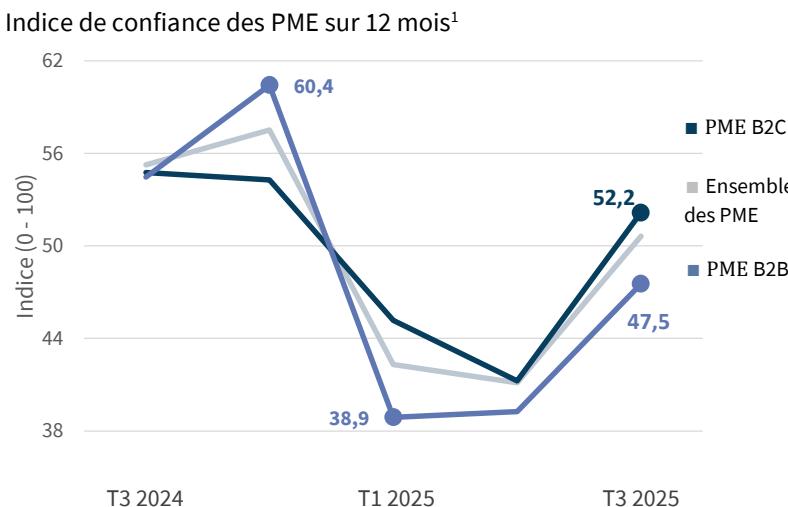
■ Source

(1) FCEI, sondage - *Les perspectives de votre entreprise*, de juillet 2024 à septembre 2025, données trimestrielles. Nombre de réponses : 1 329 (T3 2024), 1 740 (T4 2024), 2 147 (T1 2025), 1 208 (T2 2025), 1 413 (T3 2025). De juin 2024 à septembre 2025, le sondage comprenait une nouvelle section sur les caractéristiques de chaque entreprise, comme ses principaux clients, la nature de son offre (biens ou services), les tendances saisonnières, etc. Depuis octobre 2025, ces questions supplémentaires sont regroupées dans un sondage distinct portant sur le profil d'entreprise.
fcei.ca/barometre

■ Confiance

Au départ, les entreprises B2B étaient plus optimistes que les entreprises B2C, l'indice de confiance de la FCEI ayant atteint 60,4 au T4 2024, ce qui est bien au-dessus de la moyenne tous secteurs confondus. Toutefois, l'optimisme s'est effondré après l'escalade des tarifs et des tensions commerciales au T1 2025, faisant chuter la confiance des B2B à 38,9 — sous celle des B2C et de l'indice global. Bien que les entreprises B2C aient également connu un recul, elles ont rebondi plus rapidement et dépassé la moyenne tous secteurs confondus au T3 2025 (52,2 contre 50,6), tandis que les B2B sont restées à 47,5, ce qui indique une reprise plus lente (figure 4).

Figure 4 –Les entreprises B2C et B2B ont perdu beaucoup d'optimisme au T1 2025; toutefois, les B2C ont retrouvé plus rapidement leur niveau de confiance, qui dépasse maintenant la moyenne tous secteurs confondus.



■ Défis

Les taxes, la réglementation et les assurances exercent la principale pression sur les coûts de toutes les entreprises, mais les B2C sont davantage affectées par les coûts salariaux. Les B2B sont quant à elles beaucoup plus préoccupées par les coûts liés aux équipements et aux technologies (tableau 3).

Tableau 3 – Pressions sur les coûts pour les entreprises B2C et B2B

T3 2025 (% de réponses)	Toutes les firmes	B2C	B2B
Coûts fiscaux et réglementaires	65	63	65
Coûts d'assurance	65	64	64
Charges salariales	63	67	62
Coûts d'occupation	49	55	44
Coûts des intrants	43	43	43
Coûts de l'électricité	39	42	35
Coûts des carburants	37	31	33
Coûts du matériel et de la technologie	35	28	40
Coûts d'emprunt	32	31	34
Autres coûts de l'énergie	16	17	12

Le manque d'espace physique nuit plus aux B2C, tandis que la demande insuffisante, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et les contraintes de distribution touchent plus fortement les entreprises B2B (tableau 4).

Tableau 4 – Facteurs limitant la croissance selon le type d'entreprise

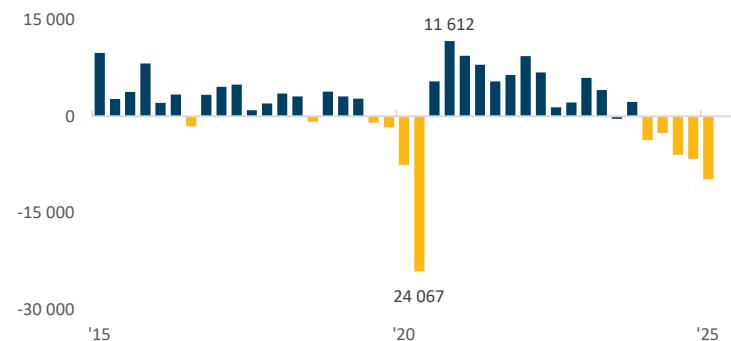
T3 2025 (% de réponses)	Toutes les firmes	B2C	B2B
Demande insuffisante	53	52	62
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	42	33	44
Manque de fonds de roulement	26	25	22
Contraintes d'espace physique	23	27	19
Contraintes de distribution	19	15	19
Pénurie de main-d'œuvre non qualifiée	18	17	16
Manque d'intrants	10	9	9

Aperçu national

Depuis les années 1980, les taux d'entrée et de sortie des entreprises diminuent au Canada, les ouvertures s'étant raréfiées au fil du temps¹. Cette section se concentre sur les 10 dernières années, une période marquée par une volatilité accrue.

Le dynamisme des entreprises était positif entre 2015 et 2019, les entrées dépassant les sorties. La pandémie en 2020 a bouleversé cette tendance, entraînant une flambée des sorties et un effondrement des entrées à des creux historiques (figure 5). De 2021 à 2023, les entrées ont rebondi au-dessus de leur moyenne à long terme, tandis que les sorties sont demeurées exceptionnellement faibles, indiquant un changement temporaire mais important. Toutefois, dès la mi-2022, la croissance des entrées a ralenti tandis que les sorties ont commencé à augmenter régulièrement à partir de la mi-2021, concordant avec une flambée des insolubilités d'entreprises², qui ont atteint un sommet au T1 2024. Depuis, le solde net des entrées est négatif³, et l'écart continue de se creuser d'un trimestre à l'autre. Plusieurs facteurs peuvent expliquer les tendances actuelles, notamment la fin des programmes de soutien liés à la pandémie (p. ex. le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes), la forte inflation et la hausse des taux d'intérêt.

Figure 5 – Le taux net de création d'entreprises redevient négatif, Canada



Sources

- (1) Li Li, *L'évolution à long terme des taux d'entrée et de sortie d'entreprises au Canada*, Rapports économiques et sociaux, vol. 5, n° 9, septembre 2025, catalogue n° 36-28-0001, Statistique Canada.
- (2) FCEI, *Le pouls des entreprises*, T1 2025. <https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/pouls-des-entreprises>.
- (3) <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-626-x/11-626-x2020014-fra.pdf?st=T-gnnCc7>. Consulté le 18 décembre 2025. Le taux net de création d'entreprises correspond à la différence entre les entrées et les sorties.
- (4) Le ratio est calculé en divisant le nombre d'entrées par le nombre de sorties. Lorsque le nombre d'entrées est plus élevé que le nombre de sorties, le taux est supérieur à 1.
- (5) Statistique Canada. Tableau 18-10-0268-01. Indice des prix des matières brutes, mensuel.

Secteurs résilients suivis d'une normalisation

La santé et l'éducation se démarquent comme le seul secteur affichant un ratio entrées/sorties constamment positif⁴ (sauf durant la pandémie), reflétant une bonne performance. La construction a également montré un fort dynamisme entre 2015 et 2023, avec un solde net positif la plupart des trimestres. En 2024, les tendances se sont rapprochées du schéma national, probablement en raison des attentes de baisse de rentabilité liées à la hausse des taux d'intérêt, ainsi qu'aux coûts élevés d'exploitation et des matières premières⁵. Le transport a connu une expansion à la fin des années 2010, mais a été durement touché par la COVID-19, avec une reprise modeste jusqu'en 2023 avant une hausse des sorties.



Secteurs ayant subi un choc pendant la pandémie suivie d'une reprise modeste

Les industries des arts, du loisir et de l'information ont connu une expansion à la fin des années 2010, mais ont été fortement affectées par la COVID-19, avec une reprise modeste jusqu'en 2023 avant une hausse des fermetures. L'hébergement et la restauration ont progressé lentement dans les années 2010 et se sont redressés modérément après la pandémie. Les services professionnels ont enregistré des entrées nettes jusqu'à la fin des années 2010 et ont rebondi entre 2021 et 2023, mais font face à une forte hausse des sorties depuis 2024.



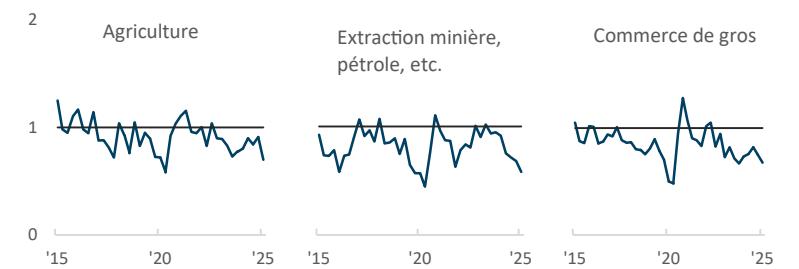
Secteurs à performance volatile suivie d'une faiblesse persistante après 2023

Le dynamisme du secteur manufacturier a été volatile au cours des dix dernières années, mais est négatif depuis la mi-2023. Le commerce de détail s'est légèrement amélioré entre 2021 et 2023 avant de rechuter. Le secteur des finances, assurances, immobilier et location est demeuré stable après 2016, mais les sorties ont dépassé les entrées depuis la mi-2023. Le ratio des services personnels est également resté stable à la fin des années 2010, a connu une légère reprise en 2021-2023, puis est redevenu négatif fin 2023.



Secteurs affichant une dynamique négative constante

L'agriculture a enregistré plus de sorties que d'entrées, en grande partie en raison de la consolidation des exploitations agricoles. L'extraction minière, de carrières et de pétrole et gaz a également perdu de la vigueur depuis 2015, sous l'effet des fluctuations des prix mondiaux des ressources qui influent sur la survie des entreprises et freinent les nouveaux entrants — notamment durant la chute des prix du pétrole de 2014 à 2016. Le commerce de gros est demeuré faible au cours de la dernière décennie, avec un ratio presque toujours inférieur à 1.



Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel ***Les perspectives de votre entreprise*** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le troisième jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Votre voix est un sondage omnibus mensuel de la FCEI qui porte sur un large éventail de sujets d'actualité. Les résultats, basés chaque fois sur plusieurs milliers de réponses, sont présentés dans quelques graphiques clés mensuels à l'adresse fcei.ca/recherche.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise*. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 100 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives.

FCEI Économie

Simon Gaudreault
Économiste en chef et
vice-président, recherche

Andreea Bourgeois
Directrice, économie

Laure-Anna Bomal
Économiste

Alchad Alegbeh
Analyste de la recherche



fcei.ca/recherche



recherche@fcei.ca



[@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

À propos d'AppEco



AppEco est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et offre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/pour_en_savoir_plus.

Pierre Emmanuel Paradis
Président et économiste

Richard Fahey
Vice-président et avocat

Julien Mc Donald-Guimond
Vice-président et économiste

El Hadji Nimaga
Économiste

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco